

BUDGET 2026 : UNE ATTAQUE FRONTALE CONTRE NOTRE MODÈLE SOCIAL - ORGANISONS LA RIPOSTE !



Le budget 2026 présenté par un François Bayrou donneur de leçon et méprisant, est une véritable déclaration de guerre aux classes moyennes et populaires.

Avec 43,8 milliards d'euros d'économies, ce plan d'austérité sans précédent ne vise qu'une chose : faire payer à l'ensemble de la population, travailleurs, retraités et plus précaires, les cadeaux offerts à une minorité déjà privilégiée, celle des grandes entreprises, des actionnaires et des ultra-riches.

Le mensonge de la dette pour justifier l'injustifiable

Une fois encore, le gouvernement dramatise volontairement la situation des finances publiques pour imposer des sacrifices.

C'est la même rengaine, pourtant les dépenses publiques n'ont pas explosé. En réalité, ce sont les recettes publiques qui ont chuté, notamment à cause des exonérations massives de cotisations sociales et des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux plus riches. Cependant aucune mesure ne remet en question les 211 milliards d'aides publiques aux entreprises (soit plus d'un quart du budget de l'État, deux fois et demi le budget de l'Éducation nationale) dont certaines battent des records de dividendes.

Aucune mesure non plus n'est annoncée contre les niches fiscales ou pour la contribution des hauts revenus dont les revenus fonciers...

Une destruction méthodique de notre modèle social

En revanche, chaque mesure annoncée constitue une régression majeure et une violence sociale inédite qui mise bout à bout ont pour finalité la mise à mort de notre modèle social. Au cœur de la casse la Sécurité sociale, l'assurance chômage, les services publics ou le droit du travail. Et pour faire accepter l'inacceptable le premier ministre va taper comme toujours sur les plus précaires, les privés d'emploi, les malades en arrêt longue durée ou encore les retraités, désignés d'office : profiteurs du système.

La Sécurité sociale est bien évidemment au centre de cette mise à mort à travers différentes mesures qui répondent à une même logique de remise en cause profonde de ses fondamentaux.

Ainsi, sans surprise F. Bayrou souhaite s'attaquer en premier lieu à son financement. Le but est simple : mettre fin au système des cotisations sociales qui puisent directement dans les profits pour le remplacer par une TVA sociale injuste, financée exclusivement par les assurés.

Comme l'an passé la prise en charge des frais de santé sont dans le viseur du premier ministre qui souhaite doubler les franchises médicales, les faisant passer de 50 euros à 100 euros par an. Il a également la volonté de remettre en question le remboursement à 100% des affections de longue durée (ALD). Là encore c'est un principe fondamental qui est attaqué « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ». Avec ces deux mesures nous assistons à l'institutionnalisation d'une santé à deux vitesses où seuls ceux qui auront les moyens pourront se soigner.

Dans la continuité de son acharnement contre le service médical de la Sécurité sociale afin de le faire disparaître, F. Bayrou s'en prend une fois de plus aux indemnités journalières pour maladie. Ainsi il veut lancer une chasse aux arrêts maladie de plus de 18 mois avec la complicité sans faille d'une direction de la CNAM vendu à ce gouvernement.

Les hôpitaux ne sont pas épargnés. Alors qu'ils manquent déjà, dramatiquement de moyens, F. Bayrou annonce de nouvelles coupes budgétaires drastiques qu'ils ne pourront supporter. C'est 5 milliards d'économies qui sont demandés à la santé pour garder un capitalisme mortifère sous perfusion. Inacceptable !

Enfin F. Bayrou veut imposer une année blanche à toutes les prestations de sécurité sociale (retraite, allocation logement...) c'est-à-dire sans revalorisation. Cette mesure injuste va concourir à faire augmenter le taux de pauvreté qui vient déjà de battre un record cette année. Mais elle répond aussi à la volonté de remplacer progressivement les revenus de remplacement qui sont de droits comme les indemnités journalières ou la pension de retraite par des minima sociaux forfaitisés.

Les retraités sont particulièrement visés par le premier ministre dans ce budget qui en plus de désindexer les pensions en 2026, veut supprimer l'abattement fiscal de 10% pour le remplacer par un forfait de 2000 euros. Ces deux mesures cumulées au doublement des franchises médicales vont toucher durement une population qui risque d'être précipitée dans une grande précarité.

La suite des mesures annoncées par F. Bayrou va dans le même sens notamment en ce qui concerne l'Assurance chômage qui doit faire l'objet d'une nouvelle négociation. Deux mesures sont déjà avancées : la création d'une Allocation sociale unifiée qui risque de transformer l'indemnité chômage en une allocation de minima forfaitisée et une nouvelle réduction de la durée d'indemnisation.

En parallèle et en toute logique F. Bayrou souhaite aussi s'attaquer au droit du travail avec des mesures très concrètes comme la suppression des deux jours fériés (Pâques et le 8 mai) mais aussi via une soi-disant négociation déjà verrouillée dont l'objectif est de « Fluidifier le marché du travail » !!! En clair il s'agit de faire sauter toutes les protections du contrat de travail pour une plus grande « flexibilité » d'une main d'œuvre, malléables et corvéables à merci pour le patronat !!

Dans ce jeu de massacre, les fonctionnaires ne sont pas oubliés avec 3000 postes supprimés d'ici 2027 et deux postes sur trois non remplacés. Moins de fonctionnaires signifie automatiquement moins de services publics. Cela veut dire aussi une école à deux vitesses avec une école publique dégradée pour les classes moyennes et populaires et une école privée pour la reproduction de l'élite.

Préparons une riposte à la hauteur des attaques !

Avec ce budget 2026 F. Bayrou déploie une arme de destruction massive de tous nos conquies sociaux. De plus, la machine de mise à mort de notre modèle social est bien en marche afin de nous imposer un changement de système avec un système de base étatisé assurant un minimum et un système assurantiel privé, coûteux et peu fiable pour ceux qui pourront se le payer.

La FNPOS CGT appelle :

- À dénoncer ces mensonges dans toutes les entreprises et services : ce budget est un choix politique en faveur des plus riches qui encaissent et ce sont les travailleurs, malades, privés d'emploi et retraités qui en paient le prix fort.
- À syndiquer, se renforcer, se préparer et s'organiser pour une riposte massive.

DÈS AUJOURD'HUI, LA FNPOS CGT APPELLE À UNE JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MOBILISATION LE 9 OCTOBRE PROCHAIN LORS DES DÉBATS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.